



PRÉFET DU GARD

Agence régionale de santé (ARS) d'Occitanie  
Délégation départementale du Gard  
Pôle santé environnementale et santé publique

Nîmes, le 02 FEV. 2010

### **A R R Ê T E préfectoral portant ouverture d'enquêtes publiques**

- enquête préalable à la Déclaration d'Utilité Publique,
- enquête parcellaire

relatives au « **champ captant de la Base de défense de NÎMES ORANGE LAUDUN** », situé sur le territoire de la commune de **CAISSARGUES**, ayant vocation à assurer la desserte en eau destinée à la consommation humaine de ladite base de défense (ainsi qu'un ensemble immobilier dit « carré des officiers ») et d'installations civiles situées à proximité et portant, en particulier, sur ses périmètres de protection implantés sur la commune de **CAISSARGUES**

#### **BASE DE DEFENSE DE NÎMES ORANGE LAUDUN**

**LE PREFET DU GARD**  
Chevalier de la Légion d'honneur

**VU** le code de la santé publique et notamment les articles L 1311-1, L.1311-2, L.1321-1 à L.1321-8 et R.1321-1 à R.1321-66 ;

**VU** le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique,

**VU** le code de l'environnement et notamment les articles L 214-1 à L 214-6 et R 214-1,

**VU** l'arrêté ministériel du 20 juin 2007 relatif à la constitution du dossier de la demande d'autorisation d'utilisation d'eau destinée à la consommation humaine mentionnée aux articles R.1321-6 à R.1321-12 et R.1321-42 du code de la santé publique,

**VU** l'arrêté ministériel du 30 juin 2011 portant transfert de gestion dépendant du domaine public militaire de l'Etat au profit du syndicat mixte de l'aéroport de NÎMES-ALES-Camargue-Cévennes,

**VU** l'arrêté ministériel du 16 mars 2012 relatif à la sécurité sanitaire des eaux destinées sur les sites relevant du ministère [des armées],

**VU** l'instruction du ministère [des armées] n° 001284/DEF/SGA/DMPA/SDIE/ENV du 27 juillet 2012 relative à la sécurité sanitaire des eaux destinées à la consommation humaine sur les sites relevant du ministère [des armées] et à la procédure d'autorisation de prélèvement et d'utilisation,

VU l'arrêté du préfet coordonnateur du bassin Rhône-Méditerranée du 3 décembre 2015 portant approbation du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) Rhône-Méditerranée et arrêtant le programme pluriannuel de mesures correspondant,

VU l'arrêté préfectoral n° 2005-301-9 du 28 octobre 2005 fixant le périmètre du schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) Vistre, Nappes Vistrenque et Costières et la liste des communes concernées par ce SAGE,

VU la décision n° 30-2017-12-04-002 du 4 décembre 2017 fixant la liste départementale annuelle d'aptitude aux fonctions de commissaire enquêteur pour le département du Gard et au titre de l'année civile 2018,

VU la décision n° E17000164/30, en date du 14 décembre 2017, du Tribunal Administratif de NÎMES, désignant Monsieur Dany HEBRARD commissaire enquêteur ;

VU la décision du Ministère des Armées du 2 novembre 2009 demandant l'autorisation d'utiliser des eaux prélevées par le « **champ captant de la Base de défense de NÎMES ORANGE LAUDUN** » à CAISSARGUES pour la consommation humaine,

VU l'arrêté préfectoral n° 2013102-0008 du 12 avril 2013 portant prescriptions spécifiques à déclaration au titre des articles L 214-1 à L 214-6 du code de l'environnement et concernant le « **champ captant de la Base de défense de NÎMES ORANGE LAUDUN** » à CAISSARGUES et relevant du Ministère des Armées,

VU la notice explicative de la délégation départementale du Gard de l'agence régionale de santé en date du 1<sup>er</sup> décembre 2017,

SUR proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture du Gard,

## ARRÊTE

### ARTICLE 1er -

Il sera procédé sur le territoire de la commune de **CAISSARGUES** :

- à une enquête en vue de la déclaration d'utilité publique du « **champ captant de la Base de défense de NÎMES ORANGE LAUDUN** » d'eau destinée à la consommation humaine, situé sur la commune de CAISSARGUES, et de ses périmètres de protection également implantés sur le territoire de cette commune ;

- à une enquête parcellaire en vue de la détermination des immeubles concernés par les périmètres de protection réglementaires précités et de l'institution des servitudes afférentes à ceux-ci.

Ce captage a pour vocation à desservir en eau destinée à la consommation humaine la Base de défense de NÎMES ORANGE LAUDUN, l'ensemble immobilier dit « carré des officiers » et des installations civiles situées à proximité. Les lieux alimentés sont localisés sur les communes de **CAISSARGUES** et **SAINT-GILLES**.

Monsieur le Chef du groupement de soutien de la Base de défense de NÎMES ORANGE LAUDUN (Route de SAINT-GILLES - BP 49100 - 30972 NÎMES Cédex 9) est le responsable du projet soumis aux présentes enquêtes. Il lui revient de fournir toutes informations utiles pour la bonne compréhension de ce projet. L'adresse électronique de cette base de défense permettant de prendre connaissance du présent dossier est :

[jeanpierre.pequignot@intradef.gouv.fr](mailto:jeanpierre.pequignot@intradef.gouv.fr).

### ARTICLE 2 -

Est désigné en qualité de commissaire enquêteur :

Monsieur Dany HEBRARD, officier supérieur dans l'aviation légère de l'armée de terre retraité.



### **ARTICLE 3 -**

Le commissaire enquêteur assurera des permanences en mairie de **CAISSARGUES** et procédera en cette qualité, conformément aux dispositions ci-après.

La mairie de **CAISSARGUES** sera le siège des enquêtes.

### **ARTICLE 4 -**

Les dispositions du code de l'environnement seront respectées.

### **ARTICLE 5 -**

La déclaration d'utilité publique du « **champ captant de la Base de défense de NÎMES ORANGE LAUDUN** » visé dans le présent arrêté entraînera l'instauration de périmètres de protection destinés à préserver son environnement :

- un Périmètre de Protection Immédiate (obligatoire),
- et un Périmètre de Protection Rapprochée (obligatoire).

Il ne sera pas délimité un Périmètre de Protection Eloignée pour ce champ captant.

La déclaration d'utilité publique confèrera au ministère des armées la possibilité de procéder pour le champ captant visé dans le présent arrêté :

- à l'expropriation, si nécessaire, des terrains constituant le Périmètre de Protection Immédiate, lequel doit appartenir en pleine propriété au ministère des armées ;
- à l'instauration, si nécessaire, de servitudes d'accès à ce Périmètre de Protection Immédiate ;
- à l'instauration de servitudes correspondant à des interdictions et/ou des réglementations d'activités dans le Périmètre de Protection Rapprochée.

Les Périmètre de Protection Immédiate et Rapprochée concerneront la seule commune de **CAISSARGUES**.

### **ARTICLE 6 -**

Le dossier d'enquêtes sera déposé en mairie de **CAISSARGUES** pendant 33 jours consécutifs, du **lundi 4 juin 2018 à 9 h** au **vendredi 6 juillet 2018 à 18 h**, afin que chacun puisse en prendre connaissance aux heures habituelles d'ouverture des bureaux et consigner éventuellement ses observations sur un registre d'enquête coté et paraphé par le commissaire enquêteur et qui sera ouvert au même lieu.

Le commissaire enquêteur se tiendra à la disposition des intéressés qui désireraient lui faire part directement de leurs observations en mairie de **CAISSARGUES** :

- **le lundi 4 juin 2018 de 9 h à 12 h,**
- **le mercredi 20 juin 2018 de 14 h à 17 h,**
- **et le vendredi 6 juillet de 14 h à 17 h.**

Les intéressés auront la possibilité de faire parvenir leurs observations par lettres adressées pendant la durée de l'enquête au commissaire enquêteur domicilié en mairie de **CAISSARGUES (Mairie de CAISSARGUES-16, rue de la Souleïado-30132 CAISSARGUES)**. Il pourra également être fait usage de l'adresse électronique de la mairie de cette commune suivante : [servicesadministratifs@mairie-caissargues.fr](mailto:servicesadministratifs@mairie-caissargues.fr).

Le commissaire enquêteur annexera ces courriers et messages électroniques dans le registre d'enquête.

### **ARTICLE 7 -**

A l'expiration du délai prescrit, le registre d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique sera clos et signé par le commissaire enquêteur.

### **ARTICLE 8 -**

Après la clôture de cette enquête d'utilité publique, le commissaire enquêteur convoquera dans la huitaine le pétitionnaire, soit monsieur le Chef du groupement de soutien de la Base de défense de NÎMES ORANGE LAUDUN, et lui communiquera sur place ses observations écrites et orales, celles-ci étant consignées dans un procès-verbal, en l'invitant à produire, dans un délai de 15 jours, un mémoire en réponse.

### **ARTICLE 9 -**

Dans un délai d'un mois à compter de la fin de l'enquête, le commissaire enquêteur enverra le dossier d'enquête d'utilité publique à monsieur le délégué départemental du Gard de l'agence régionale de santé d'Occitanie (6, rue du Mail-CS 21001-30906 NÎMES Cédex 2) avec ses conclusions motivées sur l'utilité publique du projet en précisant si elles sont favorables ou non à l'opération.

## **ENQUÊTE PARCELLAIRE**

### **ARTICLE 10 -**

Le plan parcellaire, la liste des propriétaires et un registre d'enquête ouvert, coté et paraphé par le commissaire enquêteur, seront également déposés en mairie de **CAISSARGUES** et ce, pendant le délai fixé aux jours et heures indiqués à l'Article 6. Ces documents seront complétés par un registre d'enquête coté et paraphé par le commissaire enquêteur et qui sera ouverts au même lieu.

Les intéressés ou leurs mandataires pourront consigner sur ce registre leurs observations relatives aux limites des périmètres de protection du « **champ captant de la Base de défense de NÎMES ORANGE LAUDUN** » et aux terrains à grever de servitudes ou les adresser par écrit à monsieur le commissaire enquêteur domicilié en mairie de **CAISSARGUES (Mairie de CAISSARGUES-16, rue de la Souleïado-30132 CAISSARGUES)**. Il pourra également être fait usage de l'adresse électronique de la mairie de cette commune suivante : [servicesadministratifs@mairie-caissargues.fr](mailto:servicesadministratifs@mairie-caissargues.fr).

Le commissaire enquêteur annexera ces courriers et messages électroniques dans le registre d'enquête.

### **ARTICLE 11 -**

A l'expiration du délai fixé ci-dessus, le registre d'enquête parcellaire sera clos et signé par le commissaire enquêteur.

Le commissaire enquêteur, après avoir entendu toutes personnes susceptibles de l'éclairer, donnera son avis sur l'emprise des périmètres de protection projetés et dressera procès-verbal de ces opérations, puis fera parvenir le dossier d'enquête parcellaire à monsieur le délégué départementale de l'agence régionale de santé d'Occitanie en même temps que celui d'enquête d'utilité publique.

### **ARTICLE 12 -**

Notification individuelle du dépôt du dossier d'enquête parcellaire en mairie de **CAISSARGUES** sera faite, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, par monsieur le Chef du groupement de soutien de la Base de défense de NÎMES ORANGE LAUDUN, à chacun des propriétaires concernés.



La notification du présent arrêté sera faite notamment en vue de l'application des articles suivants du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique ci-après reproduit :

Article L.311-1 :

« En vue de la fixation des indemnités, l'expropriant notifie aux propriétaires et usufruitiers intéressés soit l'avis d'ouverture de l'enquête, soit l'acte déclarant l'utilité publique, soit l'arrêté de cessibilité, soit l'ordonnance d'expropriation. »

Article L.311-2 :

« Le propriétaire et l'usufruitier sont tenus d'appeler et de faire connaître à l'expropriant les fermiers, locataires, ceux qui ont des droits d'emphytéose, d'habitation ou d'usage et ceux qui peuvent réclamer des servitudes. »

Article L.311-3 :

« Les intéressés autres que ceux mentionnés aux articles L.311-1 et L. 311-2 sont mis en demeure de faire valoir leurs droits par publicité collective et tenus de se faire connaître à l'expropriant, à défaut de quoi ils sont déchus de tous droits à indemnité. »

**ARTICLE 13 -**

Un avis relatif à l'ouverture de ces enquêtes sera, par les soins monsieur le Chef du groupement de soutien de la Base de défense NÎMES ORANGE LAUDUN et de monsieur le maire de **CAISSARGUES** affiché notamment en entrée de la dite base de défense et sur un panneau d'affichage extérieur de la mairie concernée et publié par tous autres procédés en usage au niveau du ministère des armées et de cette commune 15 jours au moins avant le début de l'enquête et durant toute la durée de celle-ci.

Cet avis sera, en outre, inséré, par les soins de monsieur le délégué départemental du Gard de l'agence régionale de santé d'Occitanie, en caractères apparents, dans deux journaux publiés dans le département du Gard, quinze jours au moins avant le début des enquêtes et rappelé dans les 8 premiers jours de celles-ci dans les mêmes journaux. Ces insertions seront faites aux frais du pétitionnaire.

Cet avis et le présent arrêté d'ouverture d'enquêtes publiques seront accessibles sur le site INTERNET de la Préfecture du Gard à l'adresse suivante : <http://www.gard.gouv.fr/Publications/Enquetes-publiques>.

En outre, dans les mêmes conditions de délais et de durée et sauf impossibilité matérielle justifiée, le responsable du projet procédera à l'affichage du même avis sur les lieux prévus pour la réalisation de ce projet. Ces affiches devront être visibles et lisibles à partir de la voirie publique et mesurer au moins 42 x 59,4 cm (format A2). Elles comporteront le titre « Avis d'enquête publique » en caractères gras majuscules d'au moins 2 cm de hauteur et les informations en caractères noirs sur fond jaune (Arrêté ministériel du 24 avril 2012).

Au terme de ces enquêtes publiques, ces formalités devront être justifiées par un certificat d'affichage et de publication le Chef du groupement de soutien de la Base de défense NÎMES ORANGE LAUDUN et du maire de la commune de CAISSARGUES ainsi que par un exemplaire des journaux susdits. Ces pièces visées par le commissaire enquêteur seront annexées au dossier d'enquêtes.

**ARTICLE 14 -**

Les présentes enquêtes publiques ont pour vocation de permettre à Monsieur le Préfet du Gard de signer un arrêté :

- portant déclaration d'utilité publique des périmètres de protection du « **champ captant de la Base de défense de NÎMES ORANGE LAUDUN** »,
- déclarant cessibles les terrains nécessaires à l'établissement des périmètres de protection et à l'exploitation du réseau public d'eau destinée à la consommation humaine,
- portant autorisation de traitement de l'eau distribuée,
- et portant autorisation de distribuer de l'eau destinée à la consommation humaine dans la Base de défense de défense de NÎMES ORANGE LAUDUN, dans l'ensemble immobilier dit « carré des officiers » et dans des installations civiles situées à proximité à partir du « **champ captant de la Base de défense de NÎMES ORANGE LAUDUN** ». Les lieux alimentés sont localisés sur les communes de **CAISSARGUES** et **SAINT-GILLES**.

**ARTICLE 15 -**

Monsieur le secrétaire général de la Préfecture du Gard,  
Monsieur le Chef du groupement de soutien de la Base de défense NÎMES ORANGE LAUDUN,  
Monsieur le maire de la commune de CAISSARGUES,  
Monsieur le commissaire enquêteur,  
Madame la directrice générale de l'agence régionale de santé d'Occitanie,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée à :

- Madame la présidente du Tribunal Administratif de NÎMES,
- Monsieur le directeur départemental des territoires et de la mer.

**Le préfet**

Pour le Préfet,  
le secrétaire général

  
François LALANNE